Luc TANGORRE, viols et récidive.

Charles PUECH, membre résidant

Malgré ses protestations d'innocence, Luc Tangorre étudiant âgé de 24 ans, était condamné le 24 mai 1983 par la Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône à 15 ans de réclusion criminelle pour viols et agressions sexuelles.

L'accusation avait réuni contre lui assez de preuves, notamment de reconnaissance par les victimes, pour l'identifier comme étant « *le violeur des quartiers sud de Marseille* » qui sévissait depuis quelques temps.

Un comité de défense pour soutenir la thèse de son innocence se constituait aussitôt et recueillait de nombreuses signatures dont celles de personnalités très connues du monde de la politique et de la littérature.

Cédant à la pression médiatique, le président François Mitterrand lui accordait une remise de quatre ans de réclusion, ce qui lui permettait de bénéficier le 15 février 1988 d'une mesure de libération conditionnelle. Un peu plus de trois mois après sa libération, Luc Tangorre violait dans la banlieue de Nîmes deux étudiantes américaines prises en auto-stop. Pour ces faits, il a été condamné le 8 février 1992 par la Cour d'Assises du Gard à 18 ans de réclusion. Enfin dans le courant de l'été 2014, il a été mis en cause par une fillette pour des attouchements sexuels commis sur la plage du Grau-du-Roi.

Luc Tangorre pose le difficile problème de la récidive des délinquants sexuels.

Le législateur a cru trouver une réponse avec la loi du 25 février 2008 qui crée la rétention de sécurité permettant de priver de sa liberté après l'expiration de sa peine de prison, un criminel sexuel lorsqu'il existe une très forte probabilité de récidive.

Ce texte qui n'a pas encore été appliqué, porterait selon certains une grave entorse au principe de « l'égalité *des délits et des peines* », fondement de notre droit pénal.

* *

*